

# Comité préparatoire de la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2015

Distr. générale  
28 avril 2014  
Français  
Original : anglais et français

## Troisième session

New York, 28 avril-9 mai 2014

## Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires

### Rapport présenté par le Canada

1. Au titre de la mesure 20 du plan d'action contenu dans le Document final de la Conférence d'examen du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires de 2010, il est demandé aux États parties de présenter des rapports réguliers sur la mise en œuvre du plan d'action, des 13 mesures concrètes de désarmement nucléaire énoncées dans le Document final de la Conférence d'examen de 2000 et du paragraphe 4 c) de l'article VI de la décision de la Conférence d'examen de 1995, intitulée « Principes et objectifs concernant la non-prolifération et le désarmement nucléaires ». Conformément à cet engagement, et en vue d'améliorer la transparence et la confiance, le Canada soumet le présent rapport, qui examine article par article ses efforts pour mettre en œuvre le TNP, y compris les 13 mesures concrètes adoptées dans le Document final de la Conférence d'examen de 2000. Il fournit de l'information à jour, dans le prolongement des rapports présentés en 2012 ([NPT/CONF.2015/PC.I/10](#)) et 2013 ([NPT/CONF.2015/PC.II/9](#)). Notre pays a préparé des rapports distincts sur la mise en œuvre du plan d'action adopté à la Conférence d'examen de 2010 et l'application de la résolution sur le Moyen-Orient adoptée à la Conférence d'examen et de prorogation du Traité de 1995. La communication de renseignements aussi complets ne vise pas à élargir la portée des engagements qui ont été pris, mais témoigne plutôt des liens qui existent entre les articles du Traité, les 13 mesures concrètes et le plan d'action de 2010. Le Canada demande à tous les autres États parties de présenter des rapports aussi complets aux réunions sur le Traité.

### Article I

2. Le Canada continue de demander aux États dotés d'armes nucléaires de ne pas aider, encourager ni inciter un État non doté d'armes nucléaires à fabriquer ou à se procurer des armes nucléaires ou d'autres dispositifs nucléaires explosifs. La prolifération nucléaire représente encore une menace pour le monde. Le Canada estime que les Membres de l'Organisation des Nations Unies doivent œuvrer de concert afin que les résolutions du Conseil de sécurité soient appliquées intégralement. Les États doivent aussi collaborer pour mettre un terme aux activités



qui ne peuvent être interprétées que comme la poursuite des efforts pour acquérir des armes nucléaires.

3. Le Canada est l'un des 28 membres du Partenariat mondial contre la prolifération des armes de destruction massive et des matières connexes, une initiative lancée au Sommet du Groupe des Huit de 2002 pour contrer la menace posée par la prolifération des armes de destruction massive ainsi que des matières et des connaissances connexes. À ce jour, dans le cadre de son Programme de partenariat mondial (PPM), notre pays a consacré 463 millions de dollars canadiens à des projets concrets pour aider à l'atteinte des objectifs de non-prolifération et de désarmement du TNP. Depuis le Comité préparatoire de 2013, les ressources du PPM ont permis de : fournir du matériel de détection du rayonnement présent dans l'air et de donner de la formation pour renforcer la capacité de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (OTICEN) à effectuer des inspections sur place; financer et gérer des projets de sécurité radiologique efficaces axés sur l'Amérique centrale, l'Asie du Sud-Est ainsi que le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord; soutenir les activités de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) en ce qui concerne la vérification des garanties, y compris la surveillance du respect des engagements pris par la République islamique d'Iran au titre du plan d'action commun; superviser la réalisation de projets pluriannuels visant la protection physique des matières nucléaires; et assurer l'achèvement de ces projets.

4. Le Canada participe activement à l'Initiative de sécurité contre la prolifération, qui vise à renforcer, de concert avec les autorités nationales juridiques et en conformité avec le droit international, la coopération concrète afin d'interdire, entre autres, le transfert illicite des matières et des technologies nucléaires à usage militaire entre des États et des acteurs non étatiques. Le Canada est aussi l'un des pays fondateurs de l'Initiative mondiale de lutte contre le terrorisme nucléaire, membre du Groupe des fournisseurs nucléaires et un participant actif au sein du Groupe des directeurs du Groupe des Huit sur la non-prolifération.

5. Le Canada continue de participer activement à l'Initiative sur la non-prolifération et le désarmement, un groupe interrégional formé d'États parties au Traité non dotés d'armes nucléaires qui s'emploie à promouvoir et à soutenir la réalisation des engagements pris par tous les États parties au Traité, en particulier le plan d'action de 2010, et plaide en faveur d'avancées additionnelles par des contributions et des propositions concrètes. Le Canada s'est réjoui que les Philippines et le Nigéria aient intégré ce groupe lors de sa réunion ministérielle de septembre 2013, à New York. Il a exprimé son soutien aux documents de travail conjoints de l'Initiative sur la non-prolifération et le désarmement présentés au Comité préparatoire du Traité de 2013, qui portaient sur les questions suivantes : le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires; les armes nucléaires non stratégiques; la réduction du rôle des armes nucléaires dans les doctrines de défense; les contrôles à l'exportation; les zones exemptes d'armes nucléaires; l'application élargie des garanties de l'AIEA; la sensibilisation au désarmement. Le Canada a approuvé la déclaration des ministres présentée lors de la réunion ministérielle tenue à Hiroshima, au Japon, le 12 avril 2014.

## Article II

6. Le Canada continue de respecter son engagement au titre du Traité de ne pas accepter, transférer, contrôler, fabriquer ni acquérir d'armes nucléaires ou la capacité à utiliser des explosifs nucléaires. Au niveau national, la concrétisation de cet engagement passe principalement par l'application de la loi canadienne sur la sûreté et la réglementation nucléaires de 2000 et la loi sur les licences d'exportation et d'importation de 1985.

7. Le Canada demande aux autres États non dotés d'armes nucléaires de ne pas accepter, transférer, contrôler, fabriquer ni acquérir des armes nucléaires ou à ne pas chercher à recevoir une aide quelconque pour la fabrication de telles armes et d'autres engins nucléaires, y compris leurs vecteurs. Le Canada demande à nouveau à la République populaire démocratique de Corée de reprendre immédiatement sa coopération avec les inspecteurs de l'AIEA, de respecter pleinement toutes ses obligations en vertu des résolutions [1718 \(2006\)](#), [1874 \(2009\)](#), [2087 \(2013\)](#) et [2094 \(2013\)](#) du Conseil de sécurité, et de respecter tous les engagements pris dans le cadre des pourparlers à six antérieurs, y compris renoncer à toutes ses armes nucléaires et à tous ses programmes nucléaires et de missiles balistiques existants, et de mettre fin immédiatement à ses activités connexes. Le Canada a appliqué intégralement les résolutions successives du Conseil de sécurité imposant des sanctions contre la République populaire démocratique de Corée et il avait déjà adopté des sanctions économiques globales à l'encontre de ce pays en 2011, y compris l'interdiction des importations en provenance de celui-ci et des exportations lui étant destinées, sauf certaines exceptions pour des raisons humanitaires. Nous réaffirmons notre soutien à des négociations, qui constituent selon nous le meilleur moyen de régler de façon pacifique et permanente les problèmes de sécurité persistants qui touchent la péninsule coréenne, et nous encourageons les efforts en vue de la reprise rapide de ce processus.

8. Le Canada continue d'exhorter la République islamique d'Iran à se conformer à toutes ses obligations internationales, y compris celles fixées par le Conseil de sécurité des Nations Unies et le Conseil des gouverneurs de l'AIEA, et à participer sérieusement et sans condition préalable aux efforts visant à rétablir la confiance internationale dans la nature exclusivement pacifique de son programme nucléaire. Cela implique une coopération immédiate et complète avec l'AIEA pour répondre aux graves préoccupations concernant les dimensions militaires de son programme nucléaire et la mise en œuvre intégrale du protocole additionnel à son accord de garanties généralisées. Le Canada a intégré pleinement dans sa législation nationale les obligations énoncées dans les résolutions [1737 \(2006\)](#), [1747 \(2007\)](#), [1803 \(2008\)](#) et [1929 \(2010\)](#) du Conseil de sécurité, notamment en imposant des sanctions rigoureuses contre la République islamique d'Iran. Il demeure convaincu que les États parties doivent examiner comment la Conférence d'examen de 2015 peut remédier, de manière sérieuse et crédible, au non-respect par la République islamique d'Iran de ses obligations en vertu du Traité.

9. Le Canada a appuyé sans réserve la résolution dans laquelle le Conseil des gouverneurs de l'AIEA demande au Directeur général de l'AIEA de signaler au Conseil de sécurité la présence d'un réacteur nucléaire non déclaré à Daïr Alzour, en République arabe syrienne, en violation des obligations de ce pays en matière de garanties. Le Canada continue d'exhorter la République arabe syrienne à remédier de toute urgence aux cas de non-respect et à respecter son propre engagement à

coopérer pleinement avec l'AIEA pour régler les questions en suspens, afin que l'AIEA puisse fournir les assurances nécessaires quant à la nature exclusivement pacifique de son programme nucléaire. Le Canada continue également de demander à ce pays de mettre en vigueur un protocole additionnel dès que possible.

10. Le système canadien de contrôle des exportations est conforme aux listes des mécanismes multilatéraux de contrôle des exportations nucléaires auxquels le Canada participe, et il fonctionne de manière transparente. Le Canada a participé activement à l'examen de la liste établie par le Groupe des fournisseurs nucléaires et il poursuit les efforts visant à intégrer les listes révisées dans sa législation nationale. Ces mesures servent à faciliter le commerce nucléaire pacifique et la coopération internationale, tout en garantissant le respect des politiques de non-prolifération. Le Canada continue à coopérer activement avec d'autres États aux vues similaires dans différentes tribunes internationales pour élaborer de nouvelles mesures visant à renforcer le régime de non-prolifération, en particulier en ce qui a trait au transfert de technologies d'enrichissement et de retraitement ainsi qu'à la suspension de la coopération nucléaire en cas de non-respect des engagements de non-prolifération nucléaire.

### **Article III**

11. Conformément à l'article III, le Canada a mis en place un accord de garanties généralisées (AGG) et un protocole additionnel à l'accord avec l'AIEA. Le Canada estime que l'accord de garanties généralisées, assorti d'un protocole additionnel, constitue la norme en matière de garanties exigée en vertu de l'article III. L'établissement de cette norme permet à l'AIEA de tirer chaque année une conclusion sur le non-détournement de matières nucléaires déclarées et l'absence de matières et d'activités nucléaires non déclarées au Canada. Cette conclusion générale, dégagée d'abord en 2005, puis chaque année par la suite, donne l'assurance maximale que le Canada respecte ses engagements en vertu du Traité. De plus, cette conclusion générale, dégagée à plusieurs reprises, a permis à l'AIEA de changer fondamentalement la manière dont les garanties sont respectées au Canada en évoluant vers une approche de garanties intégrée au niveau de l'État. Ces changements sont la conséquence directe de l'appui énergétique fourni au système de garanties de l'AIEA par le Canada et du haut degré de coopération entre ce pays et l'AIEA en ce qui concerne la mise en œuvre de l'accord de garanties généralisées et du protocole additionnel. À l'AIEA et à l'Assemblée générale, le Canada continue d'exhorter les États qui ne l'ont pas encore fait à donner effet dans les meilleurs délais aux accords de garanties généralisées et aux protocoles qui s'y rattachent. Le Canada soutient les efforts de sensibilisation déployés par le Groupe des Huit et l'Initiative de non-prolifération et de désarmement en vue de promouvoir l'universalisation du protocole additionnel. De plus, dans le cadre de son Programme d'appui à l'application des garanties, le Canada contribue à la recherche et développement et apporte un soutien en ce qui concerne le matériel et les techniques permettant d'appliquer les garanties de l'AIEA aux niveaux national et international et visant à renforcer leur efficacité et leur efficience.

12. Conformément à son obligation de ne pas fournir de matières brutes ou de produits fissiles spéciaux, ou encore de matières ou d'équipement spécialement conçus ou préparés pour le traitement, l'utilisation ou la production de produits fissiles spéciaux à un État non doté d'armes nucléaires, quel qu'il soit, à des fins pacifiques, à moins que lesdites matières brutes ou lesdits produits fissiles spéciaux

ne soient soumis aux garanties de l'AIEA et visés par le paragraphe 12 de la décision 2 adoptée par la Conférence d'examen et de prorogation du Traité de 1995, tous les partenaires nucléaires du Canada ont accepté, en vertu d'un accord de coopération nucléaire, de respecter un certain nombre de mesures supplémentaires qui visent à s'assurer que les articles nucléaires d'origine canadienne ne contribuent pas à la prolifération des armes nucléaires. Le Canada maintient un système national de contrôle des exportations de tous les articles qui sont spécifiquement conçus ou préparés pour un usage nucléaire, et de certains articles liés au double usage nucléaire, y compris, conformément aux exigences spécifiques du paragraphe 2 de l'article III du Traité, les matières brutes ou les produits fissiles spéciaux, ou les matières ou l'équipement spécialement conçus ou préparés pour le traitement, l'utilisation ou la production de produits fissiles spéciaux. Il veille à ce que les exportations de matières nucléaires et à double usage nucléaire ne soient pas autorisées là où il existe un risque de détournement vers un programme d'armes de destruction massive ou une installation non soumise aux garanties, ou encore quand une exportation serait autrement contraire à la politique canadienne de non-prolifération ou à ses obligations et engagements internationaux. La loi canadienne de contrôle des exportations comporte une disposition « fourre-tout ».

13. Le Canada assure actuellement la présidence du Comité Zangger. Il s'agit d'un groupe de 38 États qui tiennent à jour une liste de produits stratégiques liés au nucléaire et auxquels s'appliquent les garanties de l'AIEA.

#### **Article IV**

14. Le Canada est un ardent défenseur des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire. Il a mis au point un système de réacteur à eau lourde sous pression, le réacteur nucléaire CANDU, qui a été exporté avec succès vers quatre autres États parties. Il poursuit un solide programme national d'énergie nucléaire et est doté d'une industrie nucléaire vaste et diversifiée, qui englobe le traitement de l'uranium, la production de radio-isotopes à des fins médicales, universitaires et industrielles, ainsi que la prestation de services liés aux réacteurs nucléaires. Le Canada croit que l'énergie nucléaire peut contribuer considérablement à la prospérité et au développement durable, tout en répondant aux préoccupations concernant les changements climatiques. À cette fin, il a conclu 29 accords de coopération nucléaire avec 47 États, développés et en développement, parties au Traité. Ces accords fournissent un cadre pour l'échange le plus large possible de matières, de matériel et de technologie nucléaires et d'autre nature. Depuis le Comité préparatoire du Traité de 2013, le Canada a conclu un accord de coopération nucléaire avec les Émirats arabes unis et en a signé un autre avec le Kazakhstan. Il a également tenu des consultations bilatérales officielles avec les États partenaires de ses accords de coopération nucléaire ainsi que des consultations formelles avec les autorités de cinq pays partenaires d'accords de coopération nucléaire portant sur des ententes administratives. Le Canada appuie fermement le Programme de coopération technique de l'AIEA et a versé d'importantes contributions volontaires à son Fonds de coopération technique. Il a également soutenu activement les efforts visant à renforcer le programme de coopération technique afin de le rendre plus transparent et plus facile à surveiller dans un cadre axé sur les résultats. En avril 2012, notre pays a adopté une loi visant à modifier son code pénal afin d'améliorer son approche à l'égard de la poursuite en justice de ceux qui commettent des actes de terrorisme nucléaire. Le 21 novembre 2013, le Canada a

ratifié la Convention internationale pour la répression des actes de terrorisme nucléaire. Le 3 décembre 2013, il a ratifié l'amendement de 2005 à la Convention sur la protection physique des matières nucléaires.

15. Étant donné le lien intrinsèque entre les droits inaliénables des États à l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire et les obligations contenues dans le reste du Traité, la coopération du Canada avec d'autres pays en ce qui a trait aux utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire tient pleinement compte des antécédents du pays bénéficiaire en matière de non-prolifération. Le Canada est résolu à travailler en collaboration avec d'autres États, et avec les organisations internationales compétentes, à l'élaboration de nouveaux mécanismes pour la fourniture d'articles nucléaires, en conformité avec les droits et obligations énoncés dans le Traité, en particulier aux articles II, III et IV.

16. Le Canada poursuit sa participation et maintient son soutien aux efforts en faveur de la mise en œuvre harmonisée du Code de conduite de l'AIEA sur la sûreté et la sécurité des sources radioactives et de son document supplémentaire Orientations pour l'importation et l'exportation de sources radioactives. Il continue de participer à la mise en œuvre harmonisée du document d'Orientations par la conclusion d'ententes administratives bilatérales sur l'importation et l'exportation des sources radioactives avec ses homologues étrangers en matière de réglementation. Il a conclu 12 ententes de ce genre. L'AIEA estime que cette initiative constitue une pratique exemplaire et elle encourage les autres États à suivre l'exemple du Canada. Comme il est l'un des principaux fournisseurs et exportateurs mondiaux de sources radioactives, le Canada s'intéresse fortement à l'établissement et au maintien d'un régime international efficace, efficient et harmonisé visant à assurer la sûreté et la sécurité de ces sources, y compris les mesures pour prévenir leur utilisation dans des actes malveillants ou terroristes. Le Canada encourage tous les États à mettre en œuvre les dispositions du Code et les Orientations de façon harmonisée afin d'aider à garantir que les sources radioactives sont utilisées et conservées conformément à un cadre réglementaire adéquat en matière de sûreté et de sécurité radiologiques.

## **Article V**

17. Le Document final de la Conférence d'examen du Traité de 2000 spécifie que les dispositions de l'article V doivent être interprétées à la lumière du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires. Le Canada a signé ce dernier en septembre 1996 et l'a ratifié en décembre 1998. En octobre 1998, il a été le premier État signataire du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires à signer un accord sur les installations avec le Comité préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires pour établir la base juridique des activités de construction des stations de surveillance sur le territoire canadien. Il a joué un rôle actif dans l'action en faveur de nouvelles signatures et ratifications du Traité en vue de parvenir à son universalité, y compris grâce à un dialogue et à des consultations diplomatiques annuels sous la direction du Président du Groupe des Huit.

18. Le Canada a coparrainé la résolution [68/68](#) de l'Assemblée générale sur le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires. La résolution appelle à l'entrée en vigueur du Traité dans les meilleurs délais et demande instamment que les

moratoires unilatéraux sur les explosions expérimentales d'armes nucléaires soient maintenus jusqu'à l'entrée en vigueur.

## **Article VI**

19. Le Canada continue de prendre au sérieux l'obligation au titre de l'article VI ainsi que les engagements convenus dans les principes et objectifs de 1995, les 13 mesures concrètes et le plan d'action de 2010. Ceux-ci ont figuré au premier plan d'un certain nombre d'activités et de déclarations. Vous trouverez ci-après un résumé des activités réalisées par le Canada au titre des 13 mesures concrètes adoptées dans le Document final de la Conférence d'examen du Traité de 2000.

## **Mesures 1 et 2**

20. Les mesures prises par le Canada à l'appui du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires et du moratoire sur les essais nucléaires sont décrites ci-dessus dans la section sur la mise en œuvre de l'article V.

## **Mesures 3 et 4**

21. La priorité du Canada dans le cadre de la Conférence sur le désarmement est l'ouverture de négociations sur un traité vérifiable interdisant la production de matières fissiles pour les armes nucléaires. En mai 2013, le Canada a présenté un rapport au Secrétaire général des Nations Unies pour faire connaître son point de vue sur un tel traité. Il a également effectué des démarches dans 41 États pour les encourager à présenter eux aussi de tels rapports. Le Canada est heureux de présider le Groupe d'experts gouvernementaux qui se réunira en 2014 et en 2015 pour formuler des recommandations sur certains aspects possibles d'un traité interdisant la production de matières fissiles, sans toutefois être mandaté pour le négocier. Le Canada regrette qu'un membre de la Conférence continue de faire obstacle à l'adoption d'un programme de travail détaillé.

## **Mesure 5**

22. Le Canada souligne l'importance de la transparence, de l'irréversibilité et de la vérifiabilité dans la réduction et l'élimination éventuelle des arsenaux nucléaires et des installations connexes. À la soixante-huitième session de l'Assemblée générale, il a coparrainé la résolution [68/51](#), intitulée « Action unie vers l'élimination totale des armes nucléaires ».

## **Mesure 6**

23. À la soixante-huitième session de l'Assemblée générale, le Canada a voté en faveur de la résolution [68/39](#), intitulée « Vers un monde exempt d'armes nucléaires : accélération de la mise en œuvre des engagements en matière de désarmement nucléaire », et de la résolution [68/51](#).

24. En tant que membre de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN), le Canada continue à plaider en faveur d'un rôle constructif de l'Alliance dans la promotion des objectifs de désarmement, dans le cadre d'une approche continue et par étapes, de façon à renforcer la paix et la stabilité internationales. Dans son Concept stratégique de 2010, l'OTAN a clairement réaffirmé sa détermination à « tendre vers un monde plus sûr pour tous et à créer les conditions d'un monde sans

armes nucléaires, conformément aux objectifs du Traité de non-prolifération des armes nucléaires, selon une approche qui favorise la stabilité internationale et se fonde sur le principe d'une sécurité non diminuée pour tous ». Cet engagement a été réaffirmé dans la Revue de la posture de dissuasion et de défense présentée au Sommet de l'OTAN de 2012, à Chicago (États-Unis d'Amérique).

#### **Mesure 7**

25. Le Canada accueille les efforts actuels des États-Unis et de la Fédération de Russie pour mettre en œuvre le Traité entre les États-Unis d'Amérique et la Fédération de Russie sur des mesures visant de nouvelles réductions et limitations des armements stratégiques offensifs (nouveau START). Nous encourageons tous les États dotés d'armes nucléaires à poursuivre et à intensifier leurs efforts pour donner suite au Document final adopté à la Conférence d'examen du Traité de 2010, y compris à leur réunion à Beijing, les 14 et 15 avril 2014.

#### **Mesure 8**

26. Le Canada a encouragé la Fédération de Russie et les États-Unis à mettre en œuvre l'Initiative trilatérale en plaçant sous contrôle de l'AIEA leurs stocks excédentaires de matières fissiles.

#### **Mesure 9**

27. Tel qu'il a été noté précédemment, le Canada a voté en faveur de la résolution [68/39](#) de l'Assemblée générale. Il appuie également les mesures visant à réduire l'état de préparation opérationnelle des systèmes d'armes nucléaires de manière à promouvoir la stabilité et la sécurité internationales, tel qu'il a été demandé dans la résolution [68/51](#).

#### **Mesure 10**

28. Grâce au Programme de partenariat mondial, le Canada contribue à l'élimination et à l'enlèvement des matières fissiles, en empêchant que celles-ci tombent entre les mains de terroristes ou de pays qui suscitent des préoccupations liées à la prolifération. Il a exprimé son ferme soutien au communiqué publié dans le cadre du Sommet sur la sécurité nucléaire de 2014, à La Haye, et il salue son objectif qui vise à sécuriser toutes les matières nucléaires vulnérables dans le monde. Lors du Sommet sur la sécurité nucléaire de 2010, le Premier Ministre Harper a annoncé que le Canada verserait 5 millions et 3 millions de dollars canadiens, respectivement, aux projets de sécurité nucléaire des États-Unis au Mexique et au Vietnam. Ces projets portaient sur la conversion de réacteurs nucléaires et sur l'élimination complète de l'uranium hautement enrichi provenant de ces pays. Le projet au Mexique s'est terminé en mars 2012 et celui au Vietnam a pris fin en 2013. Le Canada travaille actuellement à un projet conjoint avec le Département de l'énergie des États-Unis qui vise à convertir un réacteur nucléaire situé en Jamaïque pour qu'il fonctionne à l'uranium faiblement enrichi.

#### **Mesure 11**

29. Le Canada est partie à différentes conventions, y compris la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines et sur leur destruction, la Convention sur



l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction, la Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction, la Convention sur les armes à sous-munitions, le Traité sur les forces conventionnelles en Europe, le Traité « Ciels ouverts », la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination et le Traité sur les principes régissant les activités des États en matière d'exploration et d'utilisation de l'espace extra-atmosphérique, y compris la Lune et les autres corps célestes. Le Canada continue d'appuyer l'action antimines en Asie, en Afrique, au Moyen-Orient, en Europe et en Amérique du Sud.

### **Mesure 12**

30. Le Canada continue d'encourager les États à présenter des renseignements sur leurs efforts et activités de mise en œuvre du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires sous la forme de rapports officiels aux réunions du Comité préparatoire et aux conférences d'examen.

### **Mesure 13**

31. Comme il a été mentionné précédemment, en septembre 2013, le Canada a fourni du matériel pour la détection du rayonnement présent dans l'air et donner de la formation afin de renforcer les capacités de vérification de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des armes nucléaires.

### **Article VII**

32. Le Canada continue de souligner la nécessité de préserver et de respecter les garanties de sécurité négatives fournies par les États dotés d'armes nucléaires aux États non dotés d'armes nucléaires parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, en application de la résolution 984 (1995) du Conseil de sécurité, des traités pertinents qui établissent des zones exemptes d'armes nucléaires et, le cas échéant, de leurs situations nucléaires respectives. Le Canada n'est pas membre d'une zone exempte d'armes nucléaires.

### **Article VIII**

33. La prorogation indéfinie du Traité et des décisions connexes adoptées en 1995 ont consacré le concept de la responsabilité permanente. Conformément aux engagements découlant du Document final de la Conférence d'examen de 2000 et à la mesure 20 du plan d'action contenu dans le Document final de la Conférence d'examen de 2010, le Canada présente régulièrement, à l'occasion des rencontres du Traité, des rapports détaillés sur sa mise en œuvre du Traité et d'accords découlant des conférences d'examen.

34. Le Canada joue un rôle actif dans la promotion de mesures visant à renforcer l'autorité et l'intégrité du Traité et à assurer la mise en œuvre de ses obligations. Le Canada continue d'appuyer les efforts pour que la structure institutionnelle du Traité puisse mieux répondre aux besoins et pour qu'elle soit plus souple et davantage comptable de ses actes.

**Article IX**

35. Le Canada a toujours œuvré à l'universalisation du Traité. Lors de la soixante-huitième session de l'Assemblée générale, il a coparrainé la résolution [68/51](#), qui réaffirmait l'importance de l'universalité du Traité et invitait les États qui ne sont pas parties au Traité à y adhérer sans délai et sans condition en tant qu'États non dotés d'armes nucléaires. Le Canada estime que sa position à cet égard va dans le sens de la résolution [1540 \(2004\)](#) et des résolutions [1673 \(2006\)](#) et [1810 \(2008\)](#) du Conseil de sécurité sur la non-prolifération des armes de destruction massive, qui demande à tous les États de promouvoir l'adoption universelle et l'application intégrale des traités multilatéraux, et cela de façon à prévenir la prolifération des armes nucléaires, biologiques et chimiques.

**Article X**

36. Le Canada continue à coordonner un groupe restreint de pays à la Conférence générale de l'AIEA, qui est responsable d'une résolution sur la République populaire démocratique de Corée. Depuis 2006, le groupe restreint, sous la direction du Canada, a facilité chaque année l'adoption d'une résolution visant à promouvoir la reprise des obligations de ce pays en vertu du Traité, y compris la mise en œuvre de son accord de garanties généralisées.

37. Le Canada s'est réjoui de la décision de proroger indéfiniment le Traité, adoptée sans vote en 1995. Les garanties de sécurité négatives fournies en 1995 par les cinq États dotés d'armes nucléaires parties au Traité, par l'intermédiaire de la résolution [984 \(1995\)](#) du Conseil de sécurité, faisaient partie des arguments en faveur de cette prorogation, conformément au paragraphe 8 des « Principes et objectifs concernant la non-prolifération et le désarmement nucléaires ».

**Article XI**

38. Ce rapport est disponible dans les langues officielles du Canada, soit l'anglais et le français, à savoir deux des six langues dans lesquelles a été produit le texte du Traité.

---